

Monsieur l'Attorney General Michael B. Mukasey  
U.S. Department of Justice  
950 Pennsylvania Avenue, N.W  
Washington, D. C 20530-0001

Mardi 5 août 2008

Monsieur,

Le mois prochain sera celui du dixième anniversaire de l'arrestation des cinq Cubains Fernando Gonzalez , Antonio Guerrero, Gerardo Hernández,, Ramòn Labañino et René Gonzalez .

J'ai un souvenir précis de leur arrestation dont les médias nous avaient abreuvés. C'était l'époque de l'affaire du petit Elian, qui avait ravivé l'anti-castrisme ambiant. Il était de bon ton de parler du démantèlement d'un réseau de dangereux espions cubains.

Puis, bizarrement plus rien, silence total sur cette affaire, alors que les Etats-Unis sont friands de faits- divers, et que les feuilletons sur le terrorisme et l'espionnage se vendent si bien !

Heureusement, le mur du silence s'est fissuré, la brèche s'agrandit chaque jour grâce au travail de milliers de citoyens épris de justice qui contribuent à faire connaître dans le monde entier l'affaire des « Cinco ».

Le 4 juin dernier, les trois juges de la cour d'appel d'Atlanta ont rejeté la culpabilité d'espionnage. Des espions...non accusés d'espionnage...que diable font-ils en prisons ?

Le fond de l'affaire des Cinq est en fait politique. Le gouvernement auquel vous appartenez aura tout fait pour essayer de cacher aux citoyens qu'il couvre, voire incite, les activités de dangereux terroristes de la mafia cubano-américaine de Miami.

C'était compter sans la solidarité internationale, car le rôle des Cinq était précisément d'infiltrer ces dangereux terroristes pour prévenir les attentats contre leur île.

Ana Belen Montes qui était haut haut cadre à la DIA (defense intelligence service), sait de quoi elle parle en matière de politique hostile de son pays envers Cuba.

Arrêtée en 2001 pour activités d'espionnage au bénéfice de Cuba, elle a déclaré après avoir eu connaissance de sa sentence :

*``Your honor, I engaged in the activity that brought me before you because I obeyed my conscience rather than the law. I believe our government's policy □ towards Cuba is cruel and unfair, profoundly unneighborly, and I felt morally obligated to help the island defend itself from our efforts to impose our values □ and our political system on it. We have displayed intolerance and contempt towards Cuba for most of the last four decades. We have never respected □ Cuba's right to make its own journey towards its own ideals of equality and justice. I do not understand why we must continue to dictate how the Cubans □ should select their leaders, who their leaders cannot be, and what laws are appropriate in their land. Why can't we let Cuba pursue its own internal □*

*journey, as the United States has been doing for over two centuries?*

*``My way of responding to our Cuba policy may have been morally wrong. Perhaps Cuba's right to exist free of political and economic coercion did not □ justify giving the island classified information to help it defend itself. I can only say that I did what I thought right to counter a grave injustice.*

*'My greatest desire is to see amicable relations emerge between the United States and Cuba. I hope my case in some way will encourage our government □ to abandon its hostility towards Cuba and to work with Havana in a spirit of tolerance, mutual respect, and understanding ...*

*(□...□Votre honneur, je suis devant vous aujourd'hui pour une activité à laquelle je me suis livrée parce que j'ai obéi à ma conscience plutôt qu'à la loi. Je crois que la politique de notre gouvernement vis-à-vis de Cuba est cruelle et injuste, profondément agressive, et je me suis sentie moralement dans l'obligation d'aider l'île à se défendre contre nos efforts de lui imposer nos valeurs et notre système politique. Nous avons fait preuve d'intolérance et de mépris à l'égard de Cuba depuis plus de 40 ans. Nous n'avons jamais respecté le droit pour Cuba de choisir sa propre voie vers ses propres idéaux d'égalité et de justice. Je ne comprends pas pourquoi nous devons continuer à dicter aux Cubains comment ils doivent choisir leurs dirigeants, qui peuvent ou ne peuvent pas être leurs dirigeants, et quelles sont les lois appropriées pour ce pays. Pourquoi ne pouvons-nous pas laisser Cuba poursuivre son propre chemin, comme l'ont fait les Etats-Unis depuis plus de deux cents ans*

*□□"Ma manière de réagir à notre politique Cubaine a peut-être été moralement condamnable. Peut-être que le droit pour Cuba d'exister libre de toute pression politique ou économique ne justifie pas les informations secrètes que j'ai transmises pour l'aider à se défendre. Je peux seulement dire que j'ai fait ce qui me paraissait être juste pour réparer une grave injustice.*

*□□"Mon plus grand désir est de voir des relations amicales s'établir entre les Etats-Unis et Cuba. J'espère que mon cas contribuera d'une certaine manière à encourager notre gouvernement à abandonner sa politique hostile envers Cuba et à collaborer dans un esprit de tolérance, de respect mutuel, de compréhension....)*

Votre pays est à la veille de changer de gouvernement, j'espère, moi aussi, voir votre nouveau gouvernement mener une politique qui reconnaîtra que Cuba , comme toute autre nation, demande à être traitée avec dignité, et non pas par le mépris.

Les cinq Cubains n'ont pas fait autre chose que défendre ces valeurs, empêcher les crimes à l'encontre de leur pays

Ils doivent être libérés sans plus attendre, au nom d'un minimum d'éthique et de justice.

Croyez, Monsieur l'Attorney General, à mes sentiments humanistes les plus sincères.

Jacqueline Roussie  
Quartier Castet  
64360 MONEIN(France )

Copies à : Monsieur le Président Bush, Mesdames Condoleezza Rice, Nancy Pelosi,  
Messieurs Harry Reid, William Delahunt et L'ambassadeur des USA en France